

BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



**CONJONCTURE ECONOMIQUE
DANS LES PAYS DE L'UEMOA**

Juin 2003

SOMMAIRE

APERÇU GENERAL.....	1
I – ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	2
II – CONJONCTURE ECONOMIQUE AU SEIN DE L’UNION.....	4
II-1 - Activité agricole.....	4
II-2 - Activité industrielle.....	5
II-3 - Prix à la consommation.....	6
II-4 - Finances publiques	7
II-5 - Situation monétaire et opérations sur le marché interbancaire.....	8
II-5-1 - <i>Situation monétaire</i>	8
II-5-2 - <i>Opérations sur le marché interbancaire</i>	11
II-6 - Evolution du marché financier.....	12
II-7 - Relations avec les Institutions de Bretton Woods et mobilisation des ressources extérieures.....	12
III- LISTE DES ANNEXES.....	14

APERÇU GENERAL

La conjoncture économique internationale a été caractérisée par des signes de reprise de la croissance mondiale. La dissipation des incertitudes géopolitiques induite par la fin du conflit au Moyen-Orient et la maîtrise de l'épidémie de pneumonie atypique (SRAS) ont contribué à doper le moral des consommateurs aux Etats-Unis et en Asie. Les derniers indicateurs laissent également apparaître une modération des tensions inflationnistes. Les marchés financiers ont tiré profit de cette embellie de la conjoncture, enregistrant des gains substantiels.

Dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, la conjoncture économique et financière s'est ressentie des résultats mitigés de la campagne agricole 2002/2003 et des effets de la crise en Côte d'Ivoire. Le bilan provisoire de la commercialisation des cultures d'exportation au premier semestre 2003 témoigne de la baisse des achats par rapport aux réalisations de la période correspondante de l'année précédente. Dans le secteur industriel, les performances sont globalement contrastées d'un pays à l'autre et d'une branche à l'autre.

La *situation monétaire* au 30 juin 2003 a été caractérisée par une hausse de la position extérieure nette des institutions monétaires, un recul du crédit intérieur et un accroissement de la masse monétaire.

Sur le *marché financier*, l'indice *BRVM10* a progressé de 0,1% passant de 77,90 à 77,96 points. En revanche, l'indice *BRVM composite* a baissé de 1,6%, ressortant à 67,75 points.

Les *ressources mobilisées par les Etats membres de l'Union* auprès du FMI en appui aux programmes économiques et financiers se sont chiffrées, à fin juin 2003, à 29,54 millions de DTS équivalant à 24,02 milliards de FCFA, soit 27,5% des montants en DTS attendus pour l'année 2003.

I- ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Les indicateurs de conjoncture les plus récents laissent apparaître que les perspectives de reprise de la croissance économique semblent se confirmer dans certains pays industrialisés, en particulier aux Etats-Unis et au Japon, où des signes d'une amélioration de l'activité sont perceptibles. En revanche, la morosité de l'activité a persisté dans la Zone euro.

Aux **Etats-Unis**, le taux de croissance du produit intérieur brut s'est établi à 3,1%, en rythme annuel, au deuxième trimestre 2003 contre 1,4% au premier trimestre 2003. Cette évolution s'explique notamment par l'accroissement de 8,2% de la consommation publique et de 3,8% de la consommation des ménages. Après neuf trimestres consécutifs de baisse, les investissements, en particulier dans l'industrie et les services, se sont inscrits en hausse de 6,9% contre un repli de 0,2% enregistré au premier trimestre. En glissement annuel, le taux d'inflation est ressorti à 2,1% en juin 2003 contre 3,0% en mars 2003. Le taux de chômage est toutefois demeuré élevé à 6,4% de la population active à fin juin 2003 contre 5,8% à fin mars 2003.

Les indicateurs qui préfigurent l'évolution de l'activité laissent augurer d'une consolidation de la reprise économique au cours des prochains mois. En effet, l'indice de confiance des consommateurs s'est inscrit à 89,7 points en juin 2003 contre 77,6 points en mars 2003. Les indices d'activité ISM qui préfigurent l'orientation des activités dans le secteur manufacturier et dans celui des services ont poursuivi leur redressement, en s'inscrivant respectivement à 49,8 et 60,6 points en juin 2003 contre 46,2 et 47,9 points en mars 2003.

Au **Japon**, le taux de croissance du PIB est ressorti à 0,6% au deuxième trimestre 2003, après s'être situé à 0,3% trois mois auparavant. Sur une base annuelle, le rythme d'expansion du PIB ressortirait à 2,3%. Cette évolution s'explique par la progression des investissements ainsi que de la consommation des ménages. Elle traduit également la bonne orientation de la production industrielle, ressortie en hausse à 2,8% en glissement annuel à fin juin, à la faveur du regain d'activité dans certains secteurs, notamment manufacturier, à la suite des efforts de restructuration des entreprises. L'indice des prix à la consommation s'est inscrit pour le quarante cinquième mois consécutif en recul. Il est en baisse de 0,4% en juin 2003, après le repli de 0,1% relevé trois mois auparavant. Sur le marché du travail, le taux de chômage a connu une légère diminution, en s'établissant à 5,3% contre 5,4% en mars 2003.

Au **Royaume-Uni**, l'activité a progressé de 0,3% au second trimestre 2003. En rythme annuel, le produit intérieur brut a progressé de 1,8% au deuxième trimestre 2003 contre 2,1% au trimestre précédent. La consommation des ménages et les dépenses des administrations publiques ont été les principaux moteurs de l'activité au cours du deuxième trimestre, augmentant respectivement de 1,3% et 1,1% sur la période. L'accroissement de la production dans le secteur des services a continué de ralentir, passant de 0,4% à 0,3% d'un trimestre à l'autre.

Les ventes de détail se sont également accrues de 4,6% durant la période sous revue, en nette accélération par rapport au taux de 3,4% du premier trimestre 2003. La production industrielle est demeurée quasiment atone, progressant seulement de 0,1% au deuxième trimestre contre un repli de 0,4% au trimestre précédent.

Dans la **Zone euro**, la reprise escomptée de l'activité économique ne s'est pas concrétisée. En effet, le produit intérieur brut a stagné au deuxième trimestre 2003 par rapport au trimestre précédent. En rythme annuel, le PIB est ressorti en hausse de 0,4% contre 0,9% sur les trois premiers mois de l'année 2003. La faiblesse persistante de la demande intérieure, notamment de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises, constitue un frein à la croissance, au moment où l'appréciation continue de l'euro par rapport aux principales devises a érodé la compétitivité du secteur des exportations. Pour sa part, l'indice de la production industrielle a reculé de 1,6% en glissement annuel en juin 2003, après une croissance étale en mars 2003. En glissement annuel, le taux d'inflation s'est inscrit à 2,0% en juin 2003 contre 2,4% en mars 2003. Le taux de chômage a de nouveau progressé pour se situer à 8,9% de la population active contre 8,8% en mars 2003.

Au **plan monétaire**, la plupart des banques centrales ont poursuivi, dans un contexte de relative maîtrise de l'inflation, l'assouplissement de leur politique monétaire, en vue de soutenir la relance de la croissance économique. Ainsi, la Banque Centrale Européenne a procédé, le 5 juin 2003, à une réduction d'un demi-point de pourcentage de ses taux directeurs, ramenant le niveau plancher du taux de refinancement de 2,50% à 2,00%, le taux de la facilité marginale de 3,50% à 3,00% et celui de la rémunération des dépôts de 1,50% à 1,00%. La Réserve Fédérale des Etats-Unis a baissé, le 25 juin 2003, ses taux directeurs de 25 points de base, en portant le taux objectif des fonds fédéraux à 1,00% et celui de l'escompte à 0,50%, soit leurs niveaux les plus bas depuis 1958.

Sous l'influence des anticipations de baisse des taux directeurs des banques centrales, les taux d'intérêt sur les **marchés monétaires** ont fléchi. Ainsi, le taux de rémunération des dépôts à trois mois en dollar des Etats-Unis, reflété par le *libor* à trois mois, a poursuivi sa détente en passant de 1,29% en mars 2003 à 1,12% trois mois plus tard. Dans la Zone euro, l'*Eonia*, moyenne des taux du marché interbancaire au jour le jour, s'est établi à 2,21% en juin 2003 contre 2,75% en mars 2003. De même l'*Euribor*, taux interbancaires offerts pour les dépôts en euro à trois mois s'est situé en moyenne à 2,15% en juin 2003 contre 2,53% en mars 2003.

Sur les **marchés financiers**, la plupart des indices ont été orientés à la hausse au cours du deuxième trimestre, en liaison avec les perspectives de consolidation de la reprise économique. Cette évolution a été également soutenue par l'amélioration des résultats des entreprises, consécutive aux efforts de restructuration. Entre mars et juin 2003, l'indice *Dow Jones* et le *Nasdaq* aux Etats-Unis ont connu des hausses respectives de 12,4% et 20,9%. Dans la Zone euro, l'indice *EuroStoxx 50*⁽¹⁾ a progressé de 17,1%. En France, l'indice CAC 40 s'est accru de 17,8%. Au Royaume-Uni, l'indice *Footsie* s'est

⁽¹⁾ 50 valeurs vedettes de la Zone euro

apprécié de 11,6%. Au Japon, l'indice *Nikkei* 225 a augmenté de 13,9%.

Sur les **marchés des changes**, l'euro a poursuivi son appréciation par rapport aux principales devises, notamment vis-à-vis du dollar des Etats-Unis. Ainsi, le cours de l'euro est passé de 1,0921 dollar à fin mars 2003 à 1,1510 dollar au 30 juin 2003, soit une hausse de 5,4%. Par rapport au yen et à la livre sterling, la monnaie unique européenne s'est affermie de 6,9% et de 0,8%, pour s'établir à 137,85 yens et 0,6952 livre à fin juin 2003 contre respectivement 128,85 yens et 0,6897 livre à fin mars 2003.

Sur les **marchés internationaux de matières premières, la plupart des cours des produits exportés par les pays de l'UEMOA** ont enregistré une hausse au mois de juin, à l'exception des cotations de cacao et de café qui se sont repliées respectivement de 11,3% et 9,6%. Contrastant avec le repli des mois précédents, le raffermissement de 6,9% des cours du pétrole résulte de la perturbation des exportations de brut de l'Irak en liaison avec les difficultés qu'éprouve l'armée américaine à stabiliser la situation dans ce pays après l'arrêt officiel des opérations militaires. Sur une base trimestrielle, les cours du pétrole et ceux du cacao se sont respectivement repliés de 14,2% et 17,9% au deuxième trimestre, comparativement à leur niveau du trimestre précédent. Ceux du café robusta, de l'huile de palme et de palmiste ont enregistré des baisses de moindre ampleur, soit respectivement 8,0%, 6,1% et 9,9%. Par contre, les prix du coton fibre sont ressortis quasi stables et ceux de l'huile d'arachide se sont inscrits en hausse de 36,6%.

II- CONJONCTURE ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA

La conjoncture économique et financière au sein de l'Union s'est ressentie des résultats mitigés de la campagne agricole 2002/2003 et des effets de la crise en Côte d'Ivoire. Pour la plupart des cultures d'exportation, le bilan provisoire de la commercialisation à fin juin 2003 témoigne de la baisse des achats par rapport aux réalisations de la période correspondante de l'année précédente. Dans le secteur industriel, les performances sont globalement contrastées d'un pays à l'autre et d'une branche à l'autre. Les productions minières ont été bien orientées, à l'exception de celle de gaz, tandis que la production manufacturière s'est inscrite en recul.

II.1. ACTIVITE AGRICOLE

La **commercialisation** des cultures d'exportation laisse apparaître un repli d'ensemble des quantités collectées par rapport aux réalisations de l'année précédente.

Les achats de graines **d'arachide d'huilerie** sont ressortis à 20.758 tonnes à fin juin 2003 contre 335.454 tonnes collectées durant la période correspondante de l'année précédente, soit un repli de 93,8%. Cette contre-performance est le reflet de la baisse de 71,9% de la production en 2002, induite par les mauvaises conditions climatiques qui ont prévalu en 2002 et les dysfonctionnements dans le processus de restructuration de la filière.

Les déclarations d'achats des exportateurs de **café** au titre de la campagne 2002/2003 ont atteint 101.700 tonnes contre 153.900 tonnes un an auparavant, soit un repli

de 33,9%. Cette évolution est imputable essentiellement à la baisse de la collecte de café aussi bien en Côte d'Ivoire qu'au Togo, les volumes commercialisés étant en diminution respectivement de 34,0% et 32,8% d'une année à l'autre pour ressortir à 97.746 tonnes et 4.000 tonnes. En Côte d'Ivoire, les exportations cumulées se sont élevées à 82.499 tonnes contre 101.940 tonnes à la période correspondante en 2002, soit une baisse de 19,1%. Au Togo, les exportations sont ressorties à 1.298 tonnes contre 4.320 tonnes un an plus tôt, soit un recul de 70,0%.

Les achats de **cacao** au titre de la campagne 2002/2003 ont atteint 1.143.800 tonnes au 30 juin 2003, s'inscrivant en hausse de 2,4% par rapport à la campagne précédente. Cette évolution est imputable notamment à l'accroissement de 2,6% de la collecte en Côte d'Ivoire, ressortie à 1.141.314 tonnes.

Les quantités de **coton** collectées se sont établies à 1.740.690 tonnes en juin 2003 contre un niveau de 1.938.007 tonnes un an plus tôt, soit une baisse de 10,2%. Au *Bénin*, le volume de coton commercialisé s'est élevé à 337.312,0 tonnes, en baisse de 19,0% par rapport aux réalisations de la même période de 2002. Au *Burkina*, les quantités collectées se sont situées à 407.600 tonnes. Par rapport à la campagne précédente, le volume de coton commercialisé à fin juin 2003 est en hausse de 7,7%. Au *Mali*, la collecte de coton-graine s'est établie à 439.722 tonnes à fin juin 2003, en baisse de 22,9% par rapport aux réalisations à fin juin 2002. Au *Sénégal*, la collecte de coton-graine s'est établie à 40.092,4 tonnes à fin mai 2003. Au *Togo*, les informations disponibles concernent les exportations de coton à fin juin. Celles-ci se sont élevées à 53.869,9 tonnes contre 20.476,8 tonnes à la période correspondante un an plus tôt.

II.2. ACTIVITE INDUSTRIELLE

La production industrielle dans l'Union s'est repliée de 3,6% au terme des six premiers mois de l'année 2003, après une hausse de 8,2% un an auparavant. Ce repli est lié à une chute de 14,7% de la production industrielle en Côte d'Ivoire, atténuée par la bonne tenue de l'activité dans les autres pays de l'Union à l'exception de la Guinée Bissau.

Au *Bénin* et au *Burkina*, la production industrielle s'est accrue respectivement de 5,0% et 15,1% au cours des six premiers mois de l'année 2003, comparativement à la période correspondante de l'année 2002. Ce rythme d'expansion est imputable principalement aux industries manufacturières dont les indices sont ressortis en hausse respectivement de 4,4% et 18,3% dans ces deux pays. Ce dynamisme a été le fait de la sous-branche alimentation au Bénin, notamment la fabrication de produits alimentaires et de boissons (+10,5%) ainsi que celle de produits à base de tabac (+107,4%), atténué toutefois par le recul de 23,8% de la production des unités textiles. En revanche au Burkina, outre le raffermissement des industries agro-alimentaires (+24,6%), l'intensification de la production des unités textiles (+21,7%), consécutive à l'amélioration de la production cotonnière de la campagne agricole 2002/2003, a participé de ce regain de vigueur de l'activité manufacturière.

Au *Mali* et au *Togo*, l'évolution de l'indice de la production industrielle témoigne, au terme des six premiers mois de l'année 2003, d'une progression respectivement de 4,8% et 4,1%. Cette évolution est imputable à l'accroissement de la production des industries extractives. En effet, au Mali, le sous-indice des industries extractives s'est inscrit en hausse de 26,1%, en liaison avec l'augmentation de 25,3% de l'extraction d'or sur une base annuelle. Soutenue par une hausse de 25,4% de la production de phosphates qui s'est établie à 628.000 tonnes, la sous-branche extractive au Togo a enregistré une croissance de 50,9%. En revanche, un repli de la production manufacturière dans ces pays a contribué à modérer le rythme d'expansion de la production industrielle.

Au *Niger* et au *Sénégal*, la production industrielle a enregistré des hausses respectives de 6,1% et de 4,2% au cours des six premiers mois de l'année 2003 contre respectivement 21,4% et 0,1% un an auparavant. Le ralentissement de l'activité industrielle au Niger est dû au tassement de la production des industries extractives. La progression de l'indice de la production industrielle est imputable à l'activité manufacturière qui, dans ce pays, a connu une hausse de 12,9% sous l'impulsion des industries chimiques. Au Sénégal, le regain de dynamisme de l'activité industrielle est imputable principalement à la hausse de 4,7% de la production manufacturière dont le poids dans l'indice global est de 84,8%. Le raffermissement de l'activité du secteur manufacturier résulte de l'accroissement de la production des industries agro-alimentaires (6,8%), des industries textiles (15,7%) et des produits pétroliers raffinés (24,4%). En revanche, la production des industries extractives au Sénégal s'est repliée de 8,7% au cours de la période sous revue, en liaison avec la baisse de la production de phosphates, ressortie à 837.100 tonnes.

En *Côte d'Ivoire*, l'indice de la production industrielle s'est inscrit en recul de 14,7% au terme des six premiers mois de 2003. Comparativement au repli de 16,9% enregistré à fin mai 2003, cette évolution témoigne d'une atténuation progressive de la détérioration des performances du secteur. Globalement, le recul de l'activité industrielle traduit les conséquences des difficultés d'approvisionnement en matières premières des unités de production, de la réduction des heures de travail, à la suite de l'instauration du couvre-feu du 19 septembre 2002 au 10 mai 2003, et de la fermeture temporaire de certaines usines notamment au Centre et au Nord du pays. Les branches les plus affectées sont, entre autres, les industries textiles (-47,5%), les industries chimiques (-8,8%), les produits à base de tabac (-89,7%), les industries agro-alimentaires (-10,1%) et les produits pétroliers (-26,3%). Toutefois, la hausse enregistrée dans la sous-branche extractive, notamment dans la production de pétrole brut et de gaz (+48,9%), a contribué à atténuer le recul de l'activité industrielle.

II.3. PRIX A LA CONSOMMATION

Le niveau général des prix à la consommation dans les pays de l'Union a augmenté, en variation mensuelle, au mois de juin 2003, de 0,4% contre 0,5% un mois plus tôt. Cette évolution a été induite par la hausse de la composante alimentaire qui a progressé de 1,5% d'un mois à l'autre, du fait notamment de l'insuffisance saisonnière de l'offre de céréales et de légumes. Toutefois, la hausse plus modérée par rapport au mois précédent a été induite par la décélération des prix des produits de la composante non alimentaire qui,

après la hausse de 0,3% un mois auparavant, se sont inscrits en repli de 0,3% en juin 2003.

Tous les pays ont contribué à la hausse des prix enregistrée au niveau de l'Union à l'exception du Bénin et du Sénégal.

Au *Bénin* et au *Sénégal*, le niveau général des prix à la consommation a enregistré, en variation mensuelle, des baisses respectivement de 0,5% et 0,2% en juin 2003. Cette évolution résulte d'une détente des prix des produits non alimentaires respectivement de 0,2% et 0,4%, accentuée, dans le cas du Bénin, par le repli de 1,0% des prix des denrées alimentaires. Dans ces deux pays, la baisse du sous-indice non-alimentation a été induite par le repli des coûts du logement, de l'ameublement et dans une moindre mesure de ceux des transports. En glissement annuel, le taux d'inflation s'est chiffré à 0,3% au Bénin et à -0,3% au Sénégal contre respectivement 2,9% et 2,0% à la période correspondante de 2002.

Le *Burkina*, le *Mali* et le *Niger* ont enregistré, en variation moyenne, la plus forte hausse des prix en juin 2003, soit respectivement 1,9%, 1,3% et 2,1%. Dans le cas du Burkina, cette évolution traduit cependant un ralentissement de l'inflation après la hausse de 3,2% en mai. Au Mali et au Niger, l'évolution enregistrée traduit une accélération de l'inflation par rapport au mois précédent. La hausse du niveau général des prix dans ces pays est le reflet de celle des prix des produits céréaliers et des légumes frais, induite par l'insuffisance saisonnière de leur offre. Elle est également le fait de l'augmentation du tarif des services, notamment ceux de santé. En glissement annuel, le taux d'inflation s'est établi à 3,2% à fin juin 2003 au Burkina, -1,1% au Mali et -2,5% au Niger contre respectivement 2,3%, 5,0% et 4,2% un an plus tôt.

En *Côte d'Ivoire*, en *Guinée Bissau* et au *Togo*, le niveau général des prix à la consommation a enregistré, en rythme mensuel, une progression de 0,3%, 0,4% et 0,2% respectivement en juin 2003. L'indice alimentaire est ressorti en hausse respectivement de 1,4%, 0,6% et 0,5%, en liaison avec l'insuffisance saisonnière de l'offre des céréales, des tubercules et des difficultés d'approvisionnement en viande. En glissement annuel, le taux d'inflation s'est établi à 4,2%, -7,8% et -0,5% à fin juin 2003 respectivement en Côte d'Ivoire, en Guinée Bissau et Togo.

II.4. FINANCES PUBLIQUES

L'exécution des opérations financières des Etats, au terme des six premiers mois de l'année 2003, est caractérisée par une accentuation du déficit par rapport aux réalisations de la période correspondante de l'année précédente. Les recettes totales se sont établies à 1.657,3 milliards, en baisse de 14,4 milliards, tandis que les dons mobilisés se sont chiffrés à 158,6 milliards contre 125,7 milliards à fin juin 2002. Les dépenses et prêts nets sont en accroissement de 106,5 milliards, pour ressortir à 1.865,8 milliards. Les dépenses courantes, qui se sont établies à 1.338,0 milliards contre 1.333,0 milliards à fin juin 2002, ont été globalement maîtrisées. La masse salariale a absorbé 38,1% des recettes fiscales contre 36,9% un an plus tôt. Quant aux dépenses en capital, elles se sont élevées à 493,9 milliards, en hausse de 64,4 milliards. Au total, le solde global, base

ordonnancements, hors dons, est ressorti à -208,5 milliards à fin juin 2003 contre -87,6 milliards un an plus tôt.

Cette détérioration de la situation d'ensemble des finances publiques masque des disparités d'un Etat à l'autre. Ainsi, au **Sénégal** et en **Guinée Bissau**, le solde global, base ordonnancements, hors dons, ressorti respectivement à 8,7 milliards et à 4,6 milliards, est quasi stable d'une année à l'autre. Au **Mali** et au **Togo**, ce solde, en s'établissant à -71,8 milliards et 22,4 milliards, traduit une relative amélioration par rapport à son niveau de -81,2 milliards et 1,2 milliard à fin juin 2002. La compression des dépenses face à la diminution des recettes, au Mali, et la hausse des recettes fiscales conjuguée au faible niveau des dépenses d'investissement, au Togo, expliquent les évolutions constatées. En revanche, la situation des finances publiques traduit une détérioration dans les autres Etats membres de l'Union. En **Côte d'Ivoire**, le solde global, base ordonnancements, hors dons, s'est établi à 9,4 milliards, en net retrait par rapport à l'excédent de 51,0 milliards enregistré au premier semestre 2002. Au **Bénin**, il est ressorti à -15,9 milliards contre un excédent de 28,1 milliards. Une tendance similaire est observée au **Burkina** et au **Niger** où le déficit des opérations financières de l'Etat s'est élevé à 109,3 milliards et 46,3 milliards respectivement contre 75,1 milliards et 29,0 milliards à fin juin 2002. Si au Bénin, au Burkina et au Niger, l'aggravation du déficit est due à l'accélération des dépenses, en particulier des dépenses en capital, en Côte d'Ivoire, la contre-performance est imputable à un tassement, voire une baisse des recettes fiscales.

II.5. SITUATION MONETAIRE ET OPERATIONS SUR LE MARCHE INTERBANCAIRE

II.5.1. SITUATION MONETAIRE

Par rapport au mois précédent, la situation monétaire de l'UEMOA à fin juin 2003 indique une baisse de la position extérieure nette des institutions monétaires, une hausse du crédit intérieur et un repli de la masse monétaire.

Par pays, les évolutions suivantes ont été constatées.

Au **Bénin**, *les avoirs extérieurs nets* des institutions monétaires se sont établis à 345,5 milliards à fin juin 2003 contre 349,2 milliards un mois plus tôt, soit un recul de 3,7 milliards. Cette évolution est liée à la baisse de 8,0 milliards des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale, atténuée par l'accroissement de 4,3 milliards des avoirs des banques auprès de leurs correspondants. En glissement annuel, la position extérieure nette est en retrait de 67,3 milliards.

L'encours du *crédit intérieur* s'est situé à 126,7 milliards à fin juin 2003 contre 125,7 milliards un mois auparavant, soit une hausse de 1,0 milliard. Cette hausse est imputable à l'expansion de 14,4 milliards des crédits à l'économie atténuée, par l'amélioration de 13,4 milliards de la Position Nette du Gouvernement.

La *masse monétaire* s'est, pour sa part, contractée de 11,2 milliards pour

se fixer à 451,1 milliards en juin 2003. Cette contraction reflète celle des avoirs extérieurs nets, le crédit intérieur étant en légère hausse.

Au **Burkina**, les **avoirs extérieurs nets** des institutions monétaires ont enregistré une baisse de 15,0 milliards pour se situer à 124,6 milliards au cours de la période sous revue. Ce recul est consécutif à la baisse de 23,5 milliards des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale atténuée par la hausse de 8,6 milliards de ceux des banques. Sur une base annuelle, les avoirs extérieurs nets sont en recul de 12,2 milliards.

L'encours du **crédit intérieur** s'est situé à 354,9 milliards en juin 2003 contre 336,0 milliards à mai 2003, soit une hausse de 18,9 milliards, en raison de la détérioration de 21,2 milliards de la Position Nette du Gouvernement et de la baisse de 2,3 milliards des crédits à l'économie. En glissement annuel, les crédits à l'économie ont connu une hausse de 49,5 milliards.

La **liquidité globale** s'est établie à 451,5 milliards en juin 2003 contre 459,2 milliards un mois auparavant, marquant ainsi une baisse de 7,7 milliards ou 1,7%, en liaison notamment avec le repli des avoirs extérieurs nets.

En **Côte d'Ivoire**, les **avoirs extérieurs nets** des institutions monétaires se sont élevés à 972,3 milliards en juin 2003 contre 1.014,6 milliards le mois précédent, soit un retrait de 42,0 milliards imputable à la baisse de 8,0 milliards de la position extérieure nette de la Banque Centrale et de 34,0 milliards de celle des banques.

L'encours du **crédit intérieur**, arrêté à 1.441,2 milliards en juin 2003, est en hausse de 26,6 milliards d'un mois à l'autre, en liaison avec la détérioration de 1,1 milliard de la Position Nette du Gouvernement et la hausse de 25,5 milliards des crédits à l'économie. Entre juin 2002 et juin 2003, les crédits à l'économie ont connu une diminution de 56,0 milliards.

La **masse monétaire** s'est accrue de 2,6 milliards pour se situer à 2.264,0 milliards au cours du mois sous revue, reflétant ainsi la hausse du crédit intérieur, atténuée par la baisse des avoirs extérieurs nets. Par rapport à fin juin 2002, la liquidité globale s'est accrue de 284,6 milliards ou 14,4%.

En **Guinée Bissau**, les **avoirs extérieurs nets** des institutions monétaires se sont établis à 73,8 milliards, en accroissement de 6,2 milliards par rapport à leur niveau enregistré à fin mai 2003. Cette situation reflète la consolidation de 6,3 milliards des avoirs extérieurs nets de l'Institut d'émission,

L'encours du **crédit intérieur** s'est situé à 22,7 milliards contre 22,6 milliards le mois précédent. Les crédits à l'économie ainsi que la Position Nette du Gouvernement sont ressortis en hausse respective de 1,1 milliard et 1,0 milliard. Sur une base annuelle, les crédits à l'économie ont connu une hausse de 0,5 milliard.

La **masse monétaire** s'est établie à 94,9 milliards au cours de la période sous revue contre 88,9 milliards en mai 2003, soit une hausse de 6,0 milliards, en relation

principalement avec l'accroissement des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires. En glissement annuel, la liquidité globale s'est renforcée de 7,1 milliards ou 8,1%.

Au **Mali**, les **avoirs extérieurs nets** des institutions monétaires se sont contractés de 14,1 milliards pour ressortir à 367,0 milliards en juin 2003. Cette situation est imputable à la baisse de 15,5 milliards des avoirs extérieurs nets de l'Institut d'émission, atténuée par l'augmentation de 1,4 milliard de ceux des banques. Entre juin 2002 et juin 2003, la position extérieure nette des institutions monétaires s'est renforcée de 123,2 milliards.

L'encours du **crédit intérieur** est ressorti à 366,0 milliards en juin 2003 contre 367,8 milliards le mois précédent. Cette baisse de 1,8 milliard s'explique par le retrait de 1,6 milliard ou 0,4% des crédits à l'économie et par l'amélioration de 0,2 milliard ou 0,6% de la Position Nette du Gouvernement.

La **masse monétaire** est ressortie à 667,6 milliards à fin juin 2003 contre 678,6 milliards un mois auparavant, soit une baisse de 11,0 milliards.

Au **Niger**, les **avoirs extérieurs nets** des institutions monétaires se sont détériorés en passant de -5,9 milliards en mai 2003 à -18,4 milliards au cours de la période sous revue. Cette baisse est essentiellement imputable au recul de 15,5 milliards de la position extérieure nette de la Banque Centrale, atténuée par la hausse de 3,0 milliards des avoirs des banques.

L'encours du **crédit intérieur**, arrêté à 163,2 milliards en juin 2003, est en hausse de 12,1 milliards par rapport au niveau de 151,1 milliards atteint à fin mai 2003, en raison de la détérioration de 15,6 milliards de la Position Nette du Gouvernement, atténuée par le recul des crédits à l'économie de 3,5 milliards. Sur une base annuelle, les crédits à l'économie ont augmenté de 9,4 milliards.

La **masse monétaire** s'est établie à 120,1 milliards à la fin de la période sous revue contre 121,4 milliards un mois plus tôt, soit un repli de 1,3 milliard.

Au **Sénégal**, les **avoirs extérieurs nets** se sont inscrits en hausse de 3,0 milliards en juin 2003, en ressortant à 284,9 milliards, du fait de l'augmentation de 3,8 milliards des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale. Ceux des banques se sont inscrits en repli de 0,8 milliard.

Le **crédit intérieur** s'est établi à 773,9 milliards à fin juin 2003 contre 786,5 milliards un mois auparavant, soit une baisse de 12,6 milliards, en relation avec l'augmentation de 16,4 milliards des crédits à l'économie et l'amélioration de 29,0 milliards de la Position Nette du Gouvernement.

La **masse monétaire** est passée de 965,6 milliards en mai 2003 à 955,4 milliards en juin 2003, soit un recul de 10,2 milliards. Cette évolution est portée par le repli du crédit intérieur, atténué par la hausse des avoirs extérieurs nets.

Au **Togo**, la **position extérieure nette** des institutions monétaires s'est établie à 83,3 milliards à fin juin 2003 contre 84,0 milliards à fin mai 2003, soit une baisse de 0,7 milliard, imputable aux avoirs extérieurs nets de l'Institut d'émission.

L'encours du **crédit intérieur** s'est fixé à 163,9 milliards en juin 2003 contre 164,3 milliards le mois dernier, soit un recul de 0,4 milliard, en liaison avec la baisse de 1,2 milliard de la Position Nette du Gouvernement, atténuée par la hausse de 0,8 milliard des crédits à l'économie.

La **masse monétaire** a enregistré une baisse de 0,6 milliard, en ressortant à 251,1 milliards contre 255,7 milliards un mois plus tôt.

II.5.2. OPERATIONS SUR LE MARCHE INTERBANCAIRE

L'évolution du marché interbancaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine en mai 2003 a été caractérisée par une diminution du volume et du nombre d'opérations. En effet, sur les 32 opérations réalisées au cours du mois de juin, le volume moyen hebdomadaire s'est établi à 11,3 milliards, en baisse de 2,1 milliards par rapport au mois précédent et de 5,6 milliards sur un an. L'encours moyen des prêts recensés au cours de la période s'est inscrit à 50,4 milliards, marquant ainsi une baisse 5,7 milliards sur un mois et de 41,5 milliards par rapport aux réalisations de la période correspondante de 2002.

Les taux d'intérêt ont fluctué entre 3,64% et 5,85% contre 3,25% et 6,00% le mois précédent.

L'analyse par compartiment laisse apparaître les évolutions suivantes :

Le volume moyen hebdomadaire des prêts à **un jour** est ressorti à 1,94 milliard en juin après 1,96 milliard en mai 2003 et 2,1 milliards en juin 2002. Le taux moyen pondéré est ressorti à 3,98% contre 3,54% le mois précédent. Il demeure inférieur au taux de 5,58% enregistré un an auparavant. **A une semaine**, les transactions sont ressorties en moyenne à 4,5 milliards soit une baisse mensuelle de 0,6 milliard. Sur une base annuelle, elles enregistrent une hausse de 1,2 milliard. Le taux moyen pondéré est demeuré stable au cours de la période à 3,92%.

A un mois, les prêts se sont situés à 2,7 milliards, en baisse de 0,5 milliard. Par rapport à la même période de 2002 où ils se chiffraient à 7,3 milliards, les prêts à un mois sont en repli de 4,6 milliards. Le taux moyen pondéré s'est établi à 4,64% contre 5,20% le mois précédent et 4,61% un an plus tôt. **A trois mois**, les opérations ont baissé de 1,0 milliard à 0,5 milliard d'un mois à l'autre. Le taux moyen pondéré s'est situé à 3,88% contre 4,83% en mai 2003. Douze mois plus tôt, des transactions d'un montant moyen de 2,2 milliards au taux moyen pondéré de 5,19% avaient été enregistrées. **A six mois**, des transactions d'un montant de 1,0 milliard ont été enregistrées à fin juin 2003 contre 1,4 milliard un mois plus tôt. Un an auparavant, ce compartiment n'avait été sollicité que pour une opération de prêts d'un montant de 0,5 milliard au taux moyen pondéré de 4,75%.

II.6. EVOLUTION DU MARCHÉ FINANCIER

Sur les vingt (20) séances de cotation organisées durant le mois de juin 2003, neuf (9) ont clôturé en hausse et autant à la baisse pour l'indice *BRVM₁₀*. L'indice *BRVM composite* a été, pour sa part, favorablement orienté au terme de dix (10) séances et en repli à l'issue de huit (8) séances.

Au total, l'indice *BRVM composite* a baissé de 1,6% en se fixant à 67,75 points à la fin du mois de juin contre 68,86 points en mai 2003. En revanche, l'indice *BRVM₁₀* a progressé de 0,1% en passant à 77,96 points contre 77,90 points, le mois précédent.

Un seul des **indices sectoriels** s'est inscrit en hausse, deux ont conservé leurs valeurs du mois précédent, tandis que quatre ont connu un recul. La plus forte baisse (-10,0%) a concerné l'indice *BRVM Finances*.

Sur le **marché des actions**, le volume des transactions est ressorti en retrait de 27,3% à 8.508 titres, représentant une valeur de 175,0 millions à fin juin 2003.

Sur le **marché obligataire**, les transactions ont baissé de 11,0%, passant de 554 titres, d'une valeur de 6,2 millions en mai 2003, à 493 titres d'une valeur de 5,3 millions au cours de la période sous revue.

La **capitalisation totale** du marché des actions a accusé un repli de 1,6%, s'établissant à 757,0 milliards contre 769,4 milliards le mois précédent. Par rapport à la date de démarrage des activités de la BRVM, la capitalisation totale s'est contractée de 79,2 milliards ou 9,5%.

La **capitalisation du marché obligataire** est ressortie à 160,3 milliards au 30 juin 2003 contre 163,7 milliards un mois auparavant.

II.7. RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS DE BRETTON WOODS ET MOBILISATION DES RESSOURCES EXTERIEURS

A fin juin 2003, six Etats membres de l'Union ont mis en œuvre des programmes économiques et financiers dans le cadre des accords conclus avec le Fonds Monétaire International (FMI). Il s'agit du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Niger, du Sénégal auxquels il faut ajouter le Burkina après la signature le 11 juin 2003 d'un nouveau programme portant sur 4,01 millions de DTS ou 3,75 milliards de FCFA.

Les ressources mobilisées par les Etats membres de l'Union auprès du FMI, en appui à ces programmes, se sont chiffrées, au cours des six premiers mois de l'année 2003, à 29,54 millions de DTS équivalant à 24,02 milliards de FCFA, soit 27,5% des montants en DTS attendus pour l'année 2003.

Dans le cadre de l'allègement de la dette des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) et au titre de l'assistance intérimaire, le Bénin, le Burkina et le Mali ont bénéficié d'une réduction du service de leur dette extérieure envers le FMI, d'un montant de 5,6

milliards de FCFA. Après le Burkina en avril 2002, le Bénin et le Mali ont atteint le point d'achèvement au titre de l'initiative PPTTE en mars 2003. Ainsi, le Bénin bénéficiera d'un allègement de sa dette extérieure de 265 millions de dollars US, soit 184,1 milliards de FCFA en Valeur Actualisée Nette (VAN). Quant au Mali, cette décision lui permettra de bénéficier d'une réduction supplémentaire de dette de 417 millions de dollars US (289,8 milliards de FCFA) en VAN, portant ainsi à 538 millions de dollars US (373,8 milliards de FCFA) le montant total de réduction de dette attendue par ce pays dans le cadre du mécanisme.

Les transactions financières entre les Etats membres de l'Union et le FMI ont porté essentiellement, au cours de la période sous revue, sur quatre tirages au titre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC), les rémunérations de positions créditrices, les opérations de rachats de monnaie et le paiement de commissions et d'intérêts.



LISTE DES ANNEXES

ANNEXE I - évolution des cours des matières premières exportées

ANNEXE I (suite) - évolution des cours des matières premières exportées

ANNEXE II - production et commercialisation des produits agricoles

ANNEXE III - productions minières

ANNEXE IV - indices des prix à la consommation (en moyenne annuelle)

ANNEXE V - indices des prix à la consommation (glissement annuel)

ANNEXE VI – situation monétaire intégrée de l’UEMOA (en milliards de FCFA)

ANNEXE VI (suite) – situation monétaire intégrée de l’UEMOA (en milliards de FCFA)

EVOLUTION DES COURS DES MATIERES PREMIERES EXPORTEES PAR L'UEMOA

	Cacao en fèves	Café vert robusta	Coton fibre	Huile d'arachide	Huile de palme	Huile de palmiste
	Cts/Lb			\$/TM		
Janv 00	41,63	53,13	56,32	788,57	346,19	640,60
Févr	38,97	48,87	58,81	773,10	333,69	595,24
mars	42,25	46,23	62,05	755,00	351,96	563,37
avril	41,52	44,47	58,04	741,75	369,50	561,38
mai	41,31	44,34	62,06	727,39	323,37	483,48
juin	42,80	42,65	59,24	715,00	311,82	440,91
juillet	42,44	40,73	59,48	679,05	310,71	404,14
août	39,86	38,30	64,25	668,52	308,05	369,66
septembre	40,04	38,73	64,42	676,90	287,48	327,14
octobre	39,88	36,16	64,73	681,90	262,14	315,71
novembre	36,38	32,84	67,66	694,29	255,60	352,26
Décembre	36,42	30,72	67,24	696,75	265,38	313,38
Janv 01	43,78	32,4	61,79	695,00	254,73	301,70
Févr	52,11	31,6	57,32	695,00	237,00	270,13
mars	51,33	30,6	51,58	693,41	250,23	276,82
Avril	49,17	28,45	47,22	698,57	254,52	283,10
Mai	49,12	29,53	46,21	695,43	236,41	287,72
Juin	43,71	28,69	42,81	684,52	254,05	311,67
Juillet	43,92	27,46	41,59	674,66	327,55	342,73
Août	46,86	25,82	45,08	665,00	358,48	369,35
Septembre	45,83	24,47	43,55	665,00	301,13	319,25
octobre	49,44	23,96	32,68	665,57	270,11	284,20
novembre	56,33	24,23	35,79	667,50	320,50	320,38
décembre	60,56	24,62	37,83	667,86	322,38	312,14
janvier 2002	62,68	22,77	38,37	666,59	334,09	330,00
février	67,41	24,34	37,39	665,00	331,63	357,25
mars	71,93	28,81	39,44	665,48	338,57	359,17
Avril	71,21	29,00	37,80	652,07	347,50	407,84
Mai	72,39	27,89	37,56	641,52	371,61	418,80
Juin	75,61	28,10	43,08	630,25	409,25	441,73
Juillet	84,31	28,46	47,34	628,91	404,35	435,52
Août	88,60	27,59	46,22	659,29	429,05	434,88
Septembre	97,77	31,51	44,43	710,00	399,76	410,57
Octobre	100,68	32,88	46,47	727,17	408,26	425,65
Novembre	82,64	37,08	50,34	790,71	439,40	455,95
Décembre	92,38	38,14	55,38	870,00	460,00	510,00
Janvier 2003	98,47	40,44	54,85	870,00	457,84	491,36
février	102,60	40,38	56,69	870,00	450,75	470,50
mars	90,07	36,87	58,80	1139,05	425,12	428,81
avril	87,22	36,08	59,03	1277,27	412,16	402,95
mai	80,38	37,45	55,55	1305,91	412,39	416,36
juin	71,30	33,84	56,24	1350,00	427,74	432,86

ANNEXE I (suite)

EVOLUTION DES COURS DES MATIERES PREMIERES EXPORTEES PAR L'UEMOA

	Baril de pétrole	Caoutchouc	or brut	noix de cajou
	\$/baril	Pence/kg	\$/once	\$/tonne
Janv 00	26,02	47,46	284,60	697,00
Févr	28,15	52,81	299,61	667,00
mars	28,54	49,77	286,39	666,31
avril	24,89	50,55	279,70	656,00
mai	28,39	50,98	275,13	656,00
juin	30,12	51,18	285,71	653,73
juillet	29,20	50,48	281,61	618,43
août	30,49	53,94	274,26	616,71
septembre	33,00	53,62	273,58	591,96
octobre	32,22	54,70	270,25	572,38
novembre	33,37	52,71	265,72	540,71
Décembre	27,69	51,23	271,50	534,95
Janv 01	28,11	50,06	266,30	518,32
Févr	29,33	50,08	262,50	477,15
mars	27,41	48,24	264,90	459,32
Avril	28,00	48,89	260,55	496,10
Mai	29,09	50,78	271,94	448,35
Juin	27,74	51,81	270,35	249,95
Juillet	26,24	50,25	267,53	216,05
Août	26,83	48,24	272,58	210,96
Septembre	26,50	45,35	283,42	209,00
octobre	22,57	44,98	283,28	210,27
novembre	19,82	43,91	275,81	450,00
décembre	19,68	41,75	275,99	450,00
janvier 2002	20,06	47,30	281,40	450,00
février	21,07	51,29	295,43	450,00
mars	24,82	53,23	293,17	450,00
Avril	26,28	52,26	302,65	450,00
Mai	26,50	52,92	314,51	450,00
Juin	26,01	54,25	321,75	450,00
Juillet	26,77	86,95	313,26	450,00
Août	27,63	90,39	309,77	450,00
Septembre	29,63	98,39	319,14	450,00
octobre	28,68	91,19	316,47	450,00
Novembre	24,26	91,48	319,08	450,00
Décembre	31,10	90,50	347,20	450,00
Janvier 2003	31,88	91,91	357,01	450,00
Février	31,63	94,20	359,49	450,00
mars	31,65	94,68	341,53	450,00
avril	27,00	89,23	327,95	450,00
mai	27,54	80,06	354,71	450,00
juin	29,47	80,31	356,37	650,00

Source: Reuters

ANNEXE II

UEMOA : PRODUCTION DES CULTURES D'EXPORTATION

(en milliers de tonnes)

PRODUITS	95-96	96-97	97-98	98-99	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003*
PRODUCTION ARACHIDES								
<i>Bénin</i>	57,57	65,532	102,341	98,897	100,9	121,2	125,4	146,2
<i>Burkina (décor.)</i>	213,3	223,8	151,1	214,8	282,8	169,1	301,1	323,6
<i>Mali (coque)</i>	155,541	132,788	142,887	150,6	158,4	166,3	176,3	185,2
<i>Niger (coque)</i>	102,6	196	87,9	99	112,1	154,8	82,0	149,5
<i>Sénégal (coque)</i>	337,8	148,6	544,8	579,1	1014,2	1061,5	943,8	265,3
<i>Togo (décor.)</i>	35,1	55,4	34,2	27,2	35,4	26,0	33,0	33,2
TOTAL	901,9	822,1	1063,2	1169,6	1703,7	1698,9	1661,6	1103,1
ARACHIDES (commercialisation)								
<i>Sénégal</i>	337,8	148,6	239,4	319,7	551,4	579,9	334,0	200,0
CAFE								
<i>Côte d'Ivoire</i>	176,1	322,7	311,0	130,1	379,0	301,1	182,0	205,8
<i>Togo</i>	6,5	22,4	10,3	19,3	16,7	12,6	6,0	20,6
UEMOA	182,6	345,1	321,3	149,4	395,7	313,7	188,0	226,4
CACAO								
<i>Côte d'Ivoire</i>	1264,8	1130,0	1090,3	1175,4	1412,4	1212,4	1264,7	1200,0
<i>Togo</i>	6,0	14,2	5,6	7,7	7,0	5,1	5,9	8,5
UEMOA	1270,8	1144,2	1095,9	1183,1	1419,5	1217,5	1270,6	1208,5
COTON GRAINE								
<i>Bénin</i>	349,6	348,8	359,2	335,1	362,2	336,6	416,4	337,3
<i>Burkina</i>	150,9	214,3	338,1	284,4	270,0	275,8	378,5	407,6
<i>Côte d'Ivoire</i>	217,3	265,1	337,1	365,0	402,4	287,0	393,0	343,2
<i>Mali</i>	405,9	470,1	538,3	518,8	459,1	250,0	570,9	439,7
<i>Niger</i>	14,0	10,4	nd	6,1	3,3	3,6	3,5	4,7
<i>Sénégal</i>	31,4	38,4	41,0	11,6	14,6	20,4	35,7	40,1
<i>Togo</i>	102,1	146,4	176,2	187,7	175,1	47,2	140,0	168,0
UEMOA	1271,2	1493,5	1789,9	1708,6	1686,7	1220,5	1938,0	1740,7

Sources: Organismes de commercialisation agricole

* Prévisions

UEMOA : PRODUCTIONS MINIERES

ANNEXE III

PRODUITS	2001	2002	Résultats provisoires				Var.% b/a
			2002		2003		
			a		b		
DIAMANT (milliers de carats)							
Côte d'Ivoire							
<i>productions</i>	309,0	306,5	178,8	30/06/2002	nd	30/06/2003	
<i>exportations</i>	309,0	306,5	178,8	30/06/2002	nd	30/06/2003	
GAZ NATUREL (milliards de BTU)							
Côte d'Ivoire							
<i>productions</i>	38602,1	53196,0	22204,9	30/05/2002	21324,8	30/05/2003	-4,0%
PETROLE (milliers de barils)							
Côte d'Ivoire							
<i>productions</i>	2099,3	5457,2	1579,1	30/05/2002	2588,5	30/05/2003	63,9%
<i>exportations</i>							
UEMOA							
<i>productions</i>	2099,3	5457,2	1579,1	28/02/2002	2588,5	28/02/2003	63,9%
<i>exportations</i>							
PHOSPHATE (milliers de tonnes)							
Sénégal							
<i>productions</i>	1708,0	1710,1	857,6	30/06/2002	837,1	30/06/2003	-2,4%
<i>exportations</i>	445,2	457,8	223,4	30/06/2002	125,3	30/06/2003	-43,9%
Togo							
<i>productions</i>	1066,6	1379,9	500,7	30/05/2002	628,0	30/05/2003	25,4%
<i>exportations</i>	1304,2	1327,7	473,4	30/05/2002	388,2	30/05/2003	-18,0%
UEMOA							
<i>productions</i>	2774,6	3090,0	1358,3	30/06/2002	1465,0	30/06/2003	7,9%
<i>exportations</i>	1749,4	1785,5	696,8	30/06/2002	513,5	30/06/2003	-26,3%
OR (Kilogrammes)							
Burkina							
<i>productions</i>	228,5	208,9	59,7	31/03/2002	68,8	31/03/2003	15,2%
<i>exportations</i>	228,5	208,9	59,7	31/03/2002	68,8	31/03/2003	15,2%
Côte d'Ivoire (Ity, Somiaf et autres)							
<i>productions</i>	3672,0	3569,8	1878,3	30/06/2002	nd	30/06/2003	
<i>exportations</i>	3672,0	3569,8	1878,3	30/06/2002	nd	30/06/2003	
Mali (Sadiola, Morila et Yatéla)							
<i>productions</i>	53658,0	57964,7	22830,00	30/06/2002	28616,0	30/06/2003	25,3%
<i>exportations</i>	57558,5	57964,7	22830,00	30/06/2002	28616,0	30/06/2003	25,3%
UEMOA							
<i>productions</i>	57558,5	61743,4	24768,0	30/06/2002	28684,8	30/06/2003	15,8%
<i>exportations</i>	61460,0	61743,4	24768,0	30/06/2002	28684,8	30/06/2003	15,8%
URANIUM (tonnes)							
Niger							
<i>productions</i>	2917,4	3022,4	1395,2	30/06/2002	1424,5	30/06/2003	2,1%
<i>exportations</i>	2960,0	2960,0	1192,6	30/06/2002	958,5	30/06/2003	-19,6%

Sources : Sociétés minières des Etats

UEMOA : INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION

(VARIATIONS MENSUELLES EN POURCENTAGE)

Périodes	COTONOU			OUAGADOUGOU			ABIDJAN			BISSAU	BAMAKO			NIAMEY			DAKAR			LOME			UEMOA		
	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA
JANVIER 2001	-2,0	-4,2	-0,7	0,4	-0,1	0,6	1,8	4,7	0,5	-1,8	-1,2	-2,1	-0,4	-1,0	-1,2	-0,9	0,3	0,4	0,3	2,1	5,4	0,4	0,6	1,3	0,2
FEVRIER	-1,0	-3,1	0,2	0,1	0,2	0,0	0,5	1,1	0,2	0,0	-0,2	-0,9	0,5	-0,5	-0,6	-0,5	-0,1	-0,2	-0,1	1,2	3,0	0,3	0,1	0,1	0,1
MARS	1,6	3,6	0,5	2,5	8,2	-0,2	0,6	1,7	-0,1	0,7	1,8	3,6	0,2	1,7	3,6	0,2	-0,2	-0,5	0,0	1,4	0,7	1,7	0,9	2,0	0,2
Trimestre I	-0,5	-1,2	0,0	1,0	2,8	0,2	1,0	2,5	0,2	-0,4	0,1	0,2	0,1	0,1	0,6	-0,4	0,0	-0,1	0,1	1,5	3,0	0,8	0,5	1,1	0,2
AVRIL	1,2	2,4	0,5	-1,2	-3,2	-0,2	0,4	0,3	0,4	2,9	1,4	2,8	0,1	1,9	3,2	0,8	-0,2	-0,4	-0,1	1,2	3,4	0,1	0,5	0,8	0,3
MAI	1,7	3,8	0,4	1,7	5,1	0,1	1,2	2,4	0,6	0,3	0,8	1,0	0,5	0,4	1,4	-0,4	-0,3	-0,8	0,0	1,2	3,4	-0,1	0,9	1,8	0,3
JUIN	-0,5	-2,1	0,5	1,8	3,9	0,7	0,6	2,1	-0,2	3,6	1,5	3,2	0,0	1,4	4,1	-0,9	1,5	3,5	0,1	0,4	1,2	0,0	0,9	2,4	0,0
Trimestre II	0,8	1,4	0,5	0,8	1,9	0,2	0,7	1,6	0,3	2,3	1,2	2,3	0,2	1,3	2,9	-0,2	0,4	0,8	0,0	0,9	2,7	0,0	0,7	1,6	0,2
JUILLET	0,3	1,0	-0,1	0,1	-0,3	0,3	-0,3	-1,3	0,2	-2,5	2,1	4,0	0,2	1,3	2,2	0,5	1,3	3,0	0,0	1,8	3,9	0,6	0,6	1,2	0,2
AOÛT	-1,0	-2,5	-0,1	0,2	1,7	-0,6	-0,1	-0,5	0,2	3,7	-0,1	-0,7	0,5	-0,4	-1,1	0,2	1,7	3,6	0,3	-0,5	-1,6	0,2	0,2	0,3	0,1
SEPTEMBRE	-0,3	-1,4	0,3	-2,7	-6,2	-0,9	-0,6	-1,8	0,0	-0,7	-0,5	-0,8	-0,1	0,1	0,6	-0,4	0,0	0,3	-0,3	-3,0	-8,3	0,1	-0,7	-1,6	-0,1
Trimestre III	-0,3	-1,0	0,0	-0,8	-1,6	-0,4	-0,3	-1,2	0,1	0,2	0,5	0,8	0,2	0,3	0,6	0,1	1,0	2,3	0,0	-0,6	-2,0	0,3	0,0	0,0	0,1
OCTOBRE	0,2	1,2	-0,4	1,5	2,3	1,2	0,2	-1,3	1,0	0,1	0,9	1,1	0,7	-1,8	-4,0	0,3	1,3	2,6	0,3	-0,9	-1,7	-0,5	0,4	0,2	0,6
NOVEMBRE	0,8	2,1	0,1	-1,3	-2,1	-0,9	0,1	-0,3	0,3	-5,5	-0,5	-0,4	-0,5	0,2	0,8	-0,4	-1,1	-2,7	0,2	1,0	1,6	0,7	-0,2	-0,6	0,1
DECEMBRE	1,4	4,2	-0,3	-1,9	-5,2	-0,2	0,3	0,0	0,4	-1,8	-0,8	-1,4	-0,3	-0,1	-0,2	0,0	-0,2	-0,7	0,2	0,9	2,3	0,2	0,1	-0,1	0,2
Trimestre IV	0,8	2,5	-0,2	-0,6	-1,7	0,0	0,2	-0,5	0,6	-2,4	-0,1	-0,2	0,0	-0,6	-1,1	0,0	0,0	-0,3	0,2	0,3	0,7	0,1	0,1	-0,2	0,3
JANVIER 2002	-1,8	-4,5	-0,1	0,4	1,3	-0,1	1,4	3,4	0,5	3,9	-0,6	-1,1	0,0	-0,4	-0,7	-0,2	-0,8	-0,7	-0,9	1,8	5,1	0,0	0,3	0,8	0,0
FEVRIER 2002	0,1	0,4	-0,1	2,4	4,9	1,1	0,0	0,7	-0,3	1,4	0,6	0,9	0,5	0,5	0,8	0,3	0,7	1,3	0,4	-0,8	-2,7	0,3	0,4	0,8	0,1
MARS 2002	0,3	1,9	-0,6	-0,1	-0,8	0,3	0,0	0,4	-0,2	0,8	1,3	1,6	1,0	0,4	0,2	0,4	0,2	1,0	-0,4	1,2	2,6	0,5	0,3	0,9	0,0
Trimestre I	-0,5	-0,7	-0,3	0,9	1,8	0,4	0,5	1,5	0,0	2,0	0,5	0,4	0,5	0,1	0,1	0,2	0,0	0,5	-0,3	0,7	1,7	0,3	0,3	0,8	0,0
AVRIL 2002	1,5	2,6	0,8	0,7	0,2	1,0	0,3	1,5	-0,3	1,8	0,4	-0,1	0,8	0,6	0,9	0,3	0,0	-0,3	0,2	1,9	4,6	0,4	0,5	1,1	0,2
MAI 2002	-0,2	0,5	-0,7	1,7	3,8	0,6	0,2	1,2	-0,4	0,9	0,6	1,1	0,2	2,0	3,6	0,5	-0,2	-1,1	0,5	1,4	3,4	0,3	0,3	1,0	-0,1
JUIN 2002	1,7	2,7	1,0	1,5	4,6	-0,1	1,1	1,9	0,7	2,7	1,4	2,9	0,0	1,9	3,5	0,4	-0,8	-1,9	0,0	-0,5	-0,4	-0,6	0,7	1,3	0,3
Trimestre II	1,0	1,9	0,3	1,3	2,9	0,5	0,5	1,6	0,0	1,8	0,8	1,3	0,3	1,5	2,7	0,4	-0,3	-1,1	0,3	0,9	2,5	0,0	0,5	1,2	0,1
JUILLET 2002	1,9	4,8	0,0	-0,5	-1,5	0,0	-1,1	-2,3	-0,4	-3,0	1,9	3,2	0,5	-0,4	-0,7	-0,2	1,0	2,1	0,2	-1,9	-5,0	-0,1	-0,1	0,0	-0,1
AOÛT 2002	-2,6	-6,7	0,2	1,2	1,0	1,3	-0,1	-0,3	0,0	0,5	-0,2	-0,5	0,2	-0,9	-1,9	0,0	1,0	2,3	0,0	-1,4	-4,6	0,6	-0,1	-0,7	0,3
SEPTEMBRE 2002	-1,5	-5,7	1,1	-2,4	-5,3	-0,9	0,1	0,0	0,1	0,1	-1,4	-2,8	0,0	-1,3	-2,7	0,1	1,0	2,4	-0,1	-1,3	-5,1	0,8	-0,3	-1,1	0,1
Trimestre III	-0,7	-2,5	0,5	-0,6	-1,9	0,2	-0,4	-0,9	-0,1	-0,8	0,1	0,0	0,2	-0,9	-1,8	0,0	1,0	2,3	0,1	-1,5	-4,9	0,4	-0,2	-0,6	0,1
OCTOBRE 2002	0,3	0,9	0,0	-0,4	-1,5	0,1	0,6	1,0	0,4	-1,5	1,3	2,6	0,1	-0,3	-1,2	0,5	-1,2	-3,1	0,3	0,5	-0,3	1,0	0,1	-0,3	0,3
NOVEMBRE 2002	1,4	3,8	-0,1	0,3	1,2	-0,1	0,7	1,7	0,2	1,4	-0,1	-0,6	0,4	0,5	0,6	0,5	0,4	0,8	0,0	-0,1	-0,3	-0,1	0,5	1,2	0,2
DECEMBRE 2002	0,3	0,1	0,5	-0,8	-2,6	0,1	1,1	2,3	0,4	-1,6	-1,3	-2,9	0,3	-1,8	-3,8	0,0	0,1	0,4	-0,1	0,8	2,7	-0,1	0,3	0,3	0,2
Trimestre IV	0,7	1,6	0,1	-0,3	-1,0	0,0	0,8	1,7	0,3	-0,6	0,0	-0,3	0,3	-0,5	-1,5	0,3	-0,2	-0,6	0,1	0,4	0,7	0,3	0,3	0,4	0,2
JANVIER 2003	-0,2	0,3	-0,6	0,3	-1,5	1,1	0,3	0,3	0,3	-0,4	-2,0	-3,5	-0,4	-1,0	-1,9	-0,1	-0,6	-0,9	-0,4	0,1	2,0	-0,9	-0,2	-0,5	0,0
FEVRIER 2003	0,6	-1,0	1,5	0,7	-0,7	1,5	0,7	1,5	0,3	0,7	0,8	0,5	1,1	0,4	-2,0	2,7	0,7	0,4	0,9	0,4	-1,0	1,1	2,5	3,5	1,8
MARS 2003	0,2	-2,9	2,2	-0,5	-1,9	0,2	0,1	0,1	0,1	-1,0	-0,5	-0,8	-0,3	0,0	-3,0	2,7	0,1	-2,2	1,9	-1,0	-4,7	1,1	2,1	1,7	2,3
Trimestre I	0,2	-1,2	1,0	0,2	-1,4	0,9	0,4	0,6	0,2	-0,2	-0,6	-1,3	0,1	-0,2	-2,3	1,8	0,1	-0,9	0,8	-0,2	-1,2	0,4	1,5	1,6	1,4
AVRIL 2003	0,4	1,4	-0,2	0,1	0,8	-0,2	0,8	0,5	1,0	0,1	-0,9	-1,1	-0,7	-0,2	-0,6	0,2	-0,7	-0,8	-0,6	1,0	2,4	0,2	0,2	0,2	0,3
MAI 2003	0,1	0,5	-0,2	3,2	10,3	0,0	0,6	0,2	0,9	1,1	0,1	0,0	0,2	0,0	1,6	-1,4	-0,6	-1,2	-0,1	2,2	4,9	0,7	0,5	0,9	0,3
JUIN 2003	-0,5	-1,0	-0,2	1,9	6,5	-0,4	0,3	1,4	-0,3	0,4	1,3	2,8	-0,2	2,1	4,7	-0,2	-0,2	0,1	-0,4	0,2	0,5	0,0	0,4	1,5	-0,3
Trimestre II	0,0	0,3	-0,2	1,7	5,9	-0,2	0,6	0,7	0,5	0,5	0,2	0,6	-0,2	0,6	1,9	-0,5	-0,5	-0,6	-0,4	1,1	2,6	0,3	0,4	0,9	0,1

Source : Instituts nationaux de statistique

UEMOA : INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION

(GLISSEMENTS ANNUELS EN POURCENTAGE)

Périodes	COTONOU			OUAGADOUGOU			ABIDJAN			BISSAU	BAMAKO			NIAMEY			DAKAR			LOME			UEMOA		
	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA
MOYENNE 2000	4,2	1,2	6,1	-0,3	-5,8	2,5	2,5	0,0	3,8		-0,7	-4,6	3,0	2,9	3,1	2,7	0,7	-1,1	2,1	1,9	-3,3	4,9	1,8	-1,0	3,5
JANVIER 2001	7,5	3,7	9,8	3,5	1,9	4,3	5,0	6,9	4,2	12,0	3,9	2,7	4,9	3,9	4,6	3,3	1,8	1,3	2,2	-3,7	-11,3	0,8	3,6	2,9	4,0
FÉVRIER	5,4	0,9	8,1	3,9	3,4	4,2	5,6	8,3	4,3	9,5	3,0	1,8	4,1	3,6	3,7	3,6	1,9	1,5	2,3	-2,7	-8,1	0,5	3,7	3,4	3,9
MARS	4,8	0,5	7,6	6,7	11,6	4,4	4,7	5,3	4,4	5,1	4,3	5,2	3,6	5,4	7,1	4,0	1,3	0,6	1,7	0,8	-3,5	3,3	3,8	3,6	4,0
Trimestre I	5,9	1,7	8,5	4,7	5,6	4,3	5,1	6,8	4,3	8,9	3,8	3,2	4,2	4,3	5,1	3,6	1,7	1,1	2,1	-1,9	-7,6	1,5	3,7	3,3	3,9
Avril	5,0	0,9	7,7	5,4	7,6	4,4	4,4	3,6	4,8	-1,4	5,2	8,9	2,1	7,1	8,4	6,1	1,2	0,3	1,8	2,1	0,2	3,2	3,9	3,4	4,2
Mai	5,7	3,0	7,4	4,6	7,7	3,0	4,8	5,2	4,6	-3,8	5,5	8,7	2,7	3,9	5,6	2,4	1,3	0,9	1,5	2,7	2,8	2,6	4,0	4,4	3,7
Juin	2,6	0,1	4,1	5,4	8,7	3,7	4,1	4,2	4,1	1,2	5,2	8,4	2,3	1,7	3,4	0,2	3,9	7,1	1,8	3,7	4,3	3,4	3,9	5,0	3,2
Trimestre II	4,4	1,3	6,4	5,1	8,0	3,7	4,4	4,3	4,5	-1,3	5,3	8,7	2,4	4,2	5,8	2,9	2,1	2,7	1,7	2,8	2,4	3,1	3,9	4,3	3,7
Juillet	3,8	3,1	4,2	6,7	12,1	4,1	3,7	2,9	4,1	-3,5	6,3	10,9	2,1	3,8	7,5	0,4	3,8	6,7	1,7	7,4	11,9	4,9	4,4	6,1	3,3
Août	3,2	1,2	4,5	7,0	15,8	2,8	3,2	4,7	2,5	10,3	6,1	11,5	2,1	3,9	8,3	0,1	5,1	9,1	2,3	9,1	14,9	6,0	4,6	7,6	2,7
Septembre	3,6	3,3	3,6	5,0	11,7	1,9	3,4	6,0	2,2	6,2	5,5	9,5	1,9	4,8	11,2	-0,7	2,8	4,4	1,6	7,6	15,2	4,0	3,9	7,0	2,2
Trimestre III	3,5	2,5	4,1	6,2	13,2	2,9	3,4	4,5	2,9	4,3	6,0	10,6	2,0	4,1	9,0	-0,1	3,9	6,7	1,9	8,0	14,0	5,0	4,3	6,9	2,7
Octobre	2,1	2,4	1,8	5,8	11,2	3,2	3,9	5,8	3,1	4,7	6,1	10,3	2,3	3,4	9,0	-1,3	4,2	8,8	1,0	6,8	14,0	3,3	4,3	7,8	2,3
Novembre	2,6	4,7	1,5	3,5	10,3	0,4	4,7	7,7	3,3	3,8	5,4	9,3	1,8	3,5	9,9	-1,8	4,4	9,4	0,9	7,4	16,1	3,3	4,5	8,8	2,0
décembre	2,3	4,6	1,0	1,0	3,4	-0,1	4,8	7,2	3,7	-1,5	5,2	9,5	1,5	3,2	8,8	-1,5	4,0	8,1	1,2	6,9	13,1	3,7	4,2	7,7	2,2
Trimestre IV	2,3	3,9	1,4	3,4	8,3	1,2	4,5	6,9	3,4	2,3	5,6	9,7	1,9	3,4	9,2	-1,5	4,2	8,8	1,0	7,0	14,4	3,4	4,3	8,1	2,2
MOYENNE 2001	4,0	2,4	5,1	4,9	8,8	3,0	4,4	5,6	3,8	3,5	5,1	8,1	2,6	4,0	7,3	1,2	3,0	4,8	1,7	4,0	5,8	3,3	4,1	5,6	3,1
JANVIER 2002	2,6	4,3	1,5	1,0	4,8	-0,8	4,4	5,9	3,7	3,8	5,9	10,5	1,8	3,8	9,3	-0,8	2,8	6,9	0,0	6,6	12,9	3,3	3,9	7,2	2,0
FEV 2002	3,7	8,1	1,2	3,3	9,7	0,3	3,9	5,4	3,2	5,3	6,8	12,5	1,8	4,9	10,9	-0,1	3,7	8,5	0,3	4,5	6,5	3,4	4,1	7,9	2,0
MARS 2002	2,4	6,3	0,1	0,7	0,6	0,8	3,4	4,1	3,0	5,5	6,3	10,3	2,7	3,4	7,4	0,1	4,1	10,1	-0,1	4,3	8,6	2,1	3,6	6,7	1,9
Trimestre I	2,9	6,2	0,9	1,7	5,1	0,1	3,9	5,2	3,3	4,9	6,3	11,1	2,1	4,0	9,2	-0,3	3,5	8,5	0,1	5,1	9,3	2,9	3,9	7,3	2,0
AVRIL 2002	2,7	6,5	0,4	2,6	4,1	1,9	3,3	5,3	2,3	4,3	5,2	7,3	3,4	2,1	5,0	-0,4	4,3	10,3	0,2	5,0	9,9	2,3	3,6	7,0	2,1
MAI 2002	0,7	3,1	-0,7	2,6	2,9	2,4	2,2	4,1	1,3	5,0	5,1	7,4	3,0	3,7	7,3	0,5	4,4	9,9	0,7	5,3	9,9	2,7	3,1	6,2	2,7
JUIN 2002	2,9	8,2	-0,3	2,3	3,5	1,6	2,7	3,9	2,1	4,2	5,0	7,2	3,0	4,2	6,7	1,9	2,0	4,1	0,5	4,3	8,1	2,1	2,9	5,2	0,6
Trimestre II	2,1	5,9	-0,2	2,5	3,5	2,0	2,7	4,4	1,9	4,5	5,1	7,3	3,1	3,3	6,3	0,7	3,5	8,1	0,4	4,8	9,3	2,3	3,2	6,2	1,8
JUILLET 2002	4,5	12,4	-0,3	1,7	2,2	1,4	1,9	2,8	1,4	3,5	4,8	6,3	3,4	2,4	3,7	1,2	1,8	3,1	0,8	0,5	-1,1	1,4	2,3	3,9	1,2
AOUT 2002	2,8	7,5	0,1	2,7	1,5	3,3	1,9	2,9	1,3	0,4	4,8	6,6	3,0	1,9	2,8	1,0	1,1	1,8	0,5	-0,5	-4,2	1,7	1,9	2,9	1,3
SEPTEMBRE 2002	1,6	2,7	0,9	3,1	2,5	3,3	2,5	4,8	1,4	1,2	3,8	4,5	3,1	0,5	-0,6	1,5	2,1	4,0	0,7	1,3	-0,9	2,5	2,3	3,5	1,6
Trimestre III	3,0	7,5	0,2	2,5	2,1	2,7	2,1	3,5	1,4	1,7	4,5	5,8	3,1	1,6	2,0	1,3	1,7	3,0	0,7	0,4	-2,0	1,9	2,2	3,4	1,4
OCTOBRE 2002	1,8	2,4	1,4	1,1	-1,2	2,2	2,9	7,3	0,9	-0,4	4,2	6,0	2,4	2,0	2,3	1,7	-0,4	-1,7	0,7	2,8	0,5	4,0	2,0	3,1	1,3
NOVEMBRE 2002	2,3	4,2	1,2	2,8	2,1	3,1	3,6	9,5	0,8	6,9	4,6	5,7	3,4	2,4	2,1	2,6	1,1	1,9	0,5	1,6	-1,4	3,2	2,7	5,0	1,4
DECEMBRE 2002	1,2	0,0	2,0	3,9	4,9	3,4	4,4	12,1	0,8	7,3	4,1	4,1	4,0	0,6	-1,7	2,7	1,4	3,0	0,2	1,6	-0,9	2,9	2,9	5,4	1,4
Trimestre IV	1,8	2,2	1,5	2,6	1,9	2,9	3,6	9,6	0,8	4,6	4,3	5,3	3,3	1,7	0,9	2,3	0,7	1,1	0,5	2,0	-0,6	3,4	2,5	4,5	1,4
MOYENNE 2002	2,9	6,4	0,8	1,6	3,1	1,2	3,1	5,3	2,1	2,8	5,0	7,3	2,7	2,6	4,5	0,4	2,3	5,0	0,4	3,7	3,9	2,8	2,9	5,3	1,5
JANVIER 2003	2,8	5,1	1,5	3,8	2,1	4,7	3,2	8,8	0,6	-1,7	2,6	1,6	3,5	0,1	-2,8	2,8	1,7	2,9	0,8	-0,2	-3,8	1,9	2,4	4,1	1,4
FEVRIER 2003	3,3	3,6	3,2	2,2	-3,4	5,0	3,9	9,7	1,1	-2,3	2,8	1,2	4,2	0,4	-2,0	2,7	0,7	0,4	0,9	0,4	-1,0	1,1	2,5	3,5	1,8
MARS 2003	3,2	-1,3	6,0	1,8	-4,4	4,9	4,0	9,4	1,4	-4,2	0,9	-1,2	2,9	0,0	-3,0	2,7	0,1	-2,2	1,9	-1,0	-4,7	1,1	2,1	1,7	2,3
Trimestre I	3,1	2,4	3,6	2,6	-2,0	4,9	3,7	9,3	1,0	-2,8	2,1	0,5	3,6	0,2	-2,6	2,7	0,8	0,3	1,2	-0,3	-3,2	1,4	2,3	3,1	1,9
AVRIL 2003	2,1	-2,5	5,1	1,1	-3,9	3,6	4,6	8,2	2,7	-5,8	-0,4	-2,2	1,4	-0,8	-4,4	2,6	-0,5	-2,7	1,1	-1,9	-6,7	0,9	1,8	0,7	2,5
MAI 2003	2,5	-2,5	5,7	2,7	2,2	3,0	5,1	7,2	4,0	-5,6	-0,9	-3,3	1,4	-2,7	-6,2	0,6	-0,9	-2,7	0,4	-1,1	-5,3	1,4	1,9	0,6	2,8
JUIN 2003	0,3	-6,0	4,4	3,2	4,0	2,7	4,2	6,7	3,0	-7,8	-1,1	-3,4	1,2	-2,5	-5,1	0,0	-0,3	-0,7	0,1	-0,5	-4,4	1,9	1,6	0,8	2,2
Trimestre II	1,6	-3,7	5,1	2,3	0,8	3,1	4,6	7,4	3,2	-6,4	-0,8	-3,0	1,3	-2,0	-5,2	1,1	-0,6	-2,0	0,5	-1,2	-5,5	1,4	1,8	0,7	2,5

Source : Instituts nationaux de statistique

NB : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation à partir de janvier 1998.

IPC : indice des prix à la consommation

IPA : indice des prix à la consommation du groupe alimentation

IPHA : indice des prix à la consommation hors alimentation

UEMOA : SUIVI DES INDICATEURS MONETAIRES (EN MILLIARDS DE F CFA)

BENIN	06/02	07/02	08/02	09/02	10/02	11/02	12/02	01/03	02/03	03/03	04/03	05/03	06/03	Variation mensuelle		Variation annuelle (%)
														montant	(%)	
AVOIRS EXTERIEURS NETS	412,8	408,4	426,1	425,4	426,8	428,9	416,5	379,3	386,1	365,9	354,5	349,2	345,5	-3,7	-1,1	-16,3
<i>Banque centrale</i>	313,0	309,8	317,2	311,0	319,9	313,4	309,3	285,4	294,8	274,2	270,2	263,7	255,7	-8,0	-3,0	-18,3
<i>Banques</i>	99,8	98,6	108,9	114,4	106,9	115,5	107,2	93,9	91,3	91,7	84,3	85,5	89,8	4,3	5,0	-10,0
CREDIT INTERIEUR	66,3	67,4	65,9	64,3	73,5	86,5	111,9	127,6	129,4	134,5	128,2	125,7	126,7	1,0	0,8	91,1
<i>PNG</i>	-143,3	-141,7	-141,1	-142,3	-127,8	-129,2	-110,4	-91,1	-103,5	-101,0	-114,1	-122,8	-136,2	-13,4	10,9	-5,0
<i>Crédits à l'économie</i>	209,6	209,1	207,0	206,6	201,3	215,7	222,3	218,7	232,9	235,5	242,3	248,5	262,9	14,4	5,8	25,4
Court terme	141,5	142,1	141,4	139,5	134,5	149,6	157,7	155,8	170,3	169,3	173,3	178,7	190,9	12,2	6,8	34,9
<i>dont campagne</i>	30,2	29,7	25,0	18,0	9,0	19,0	19,8	24,1	27,3	29,2	25,8	23,7	19,9	-3,8	-16,0	-34,1
Moyen et long terme	68,1	67,0	65,6	67,1	66,8	66,1	64,6	62,9	62,6	66,2	69,0	69,8	72,0	2,2	3,2	5,7
MASSE MONETAIRE	477,4	483,7	490,6	479,0	488,3	485,0	503,8	487,6	499,2	482,3	467,7	462,3	451,1	-11,2	-2,4	-5,5
<i>Circulation fiduciaire</i>	182,1	191,4	194,5	185,8	188,2	166,0	170,9	146,8	177,4	167,4	149,4	139,6	125,6	-14,0	-10,0	-31,0
<i>Dépôts</i>	295,3	292,3	296,1	293,2	300,1	319,0	332,9	340,8	321,8	314,9	318,3	322,7	325,5	2,8	0,9	10,2
AUTRES POSTES NETS	1,7	-7,9	1,4	10,7	12,0	30,4	24,6	19,3	16,3	18,1	15,0	12,6	21,1	8,5	67,5	1 141,2

BURKINA	06/02	07/02	08/02	09/02	10/02	11/02	12/02	01/03	02/03	03/03	04/03	05/03	06/03	Variation mensuelle		Variation annuelle (%)
														montant	(%)	
AVOIRS EXTERIEURS NETS	136,8	123,5	147,4	151,5	140,0	126,1	138,3	129,3	126,5	117,3	130,1	139,6	124,6	-15,0	-10,7	-8,9
<i>Banque centrale</i>	69,0	59,3	47,1	52,2	41,2	57,3	80,9	78,4	84,4	79,4	97,9	102,2	78,7	-23,5	-23,0	14,1
<i>Banques</i>	67,8	64,2	100,3	99,3	98,8	68,8	57,4	50,9	42,1	37,9	32,2	37,3	45,9	8,6	23,1	-32,3
CREDIT INTERIEUR	311,3	309,6	324,1	318,1	339,1	314,1	310,5	334,2	365,5	361,8	351,4	336,0	354,9	18,9	5,6	14,0
<i>PNG</i>	49,2	51,6	59,8	51,5	62,6	31,3	14,9	28,0	29,7	35,3	29,0	22,1	43,3	21,2	95,9	-12,0
<i>Crédits à l'économie</i>	262,1	258,0	264,3	266,6	276,5	282,8	295,6	306,2	335,8	326,5	322,4	313,9	311,6	-2,3	-0,7	18,9
Court terme	191,4	185,8	192,2	194,9	203,9	209,1	222,7	232,3	257,4	245,6	239,4	230,7	227,9	-2,8	-1,2	19,1
<i>dont campagne</i>	55,0	47,9	39,3	36,0	33,0	36,0	47,6	38,6	53,7	54,8	54,8	55,0	55,0	0,0	0,0	0,0
Moyen et long terme	70,7	72,2	72,1	71,7	72,6	73,7	72,9	73,9	78,4	80,9	83,0	83,2	83,7	0,5	0,6	18,4
MASSE MONETAIRE	430,3	422,9	460,3	453,9	454,4	417,0	430,5	440,2	468,8	461,9	453,4	459,2	451,5	-7,7	-1,7	4,9
<i>Circulation fiduciaire</i>	84,4	74,3	77,5	74,6	67,9	70,7	83,2	84,2	91,6	83,7	75,7	68,5	65,4	-3,1	-4,5	-22,5
<i>Dépôts</i>	345,9	348,6	382,8	379,3	386,5	346,3	347,3	356,0	377,2	378,2	377,7	390,7	386,1	-4,6	-1,2	11,6
AUTRES POSTES NETS	17,8	10,2	11,2	15,7	24,7	23,2	18,3	23,3	23,2	17,2	28,1	16,3	28,0	11,7	71,8	57,3

COTE D'IVOIRE	06/02	07/02	08/02	09/02	10/02	11/02	12/02	01/03	02/03	03/03	04/03	05/03	06/03	Variation mensuelle		Variation annuelle (%)
														montant	(%)	
AVOIRS EXTERIEURS NETS	523,7	533,5	488,6	466,7	455,2	623,1	844,6	1 000,5	1 001,0	1 033,1	1 049,6	1 014,3	972,3	-42,0	-4,1	85,7
<i>Banque centrale</i>	516,4	552,5	503,5	476,7	468,9	613,6	778,1	889,0	887,6	912,9	925,0	921,7	913,7	-8,0	-0,9	76,9
<i>Banques</i>	7,3	-19,0	-14,9	-10,0	-13,7	9,5	66,5	111,5	113,4	120,2	124,6	92,6	58,6	-34,0	-36,7	702,7
CREDIT INTERIEUR	1 529,2	1 513,7	1 538,3	1 601,7	1 670,8	1 694,6	1 688,8	1 571,9	1 478,6	1 432,2	1 407,6	1 414,6	1 441,2	26,6	1,9	-5,8
<i>PNG</i>	460,1	445,8	473,5	500,8	519,6	505,2	472,3	441,8	414,5	419,9	422,9	427,0	428,1	1,1	0,3	-7,0
<i>Crédits à l'économie</i>	1 069,1	1 067,9	1 064,8	1 100,9	1 151,2	1 189,4	1 216,5	1 130,1	1 064,1	1 012,3	984,7	987,6	1 013,1	25,5	2,6	-5,2
Court terme	764,2	765,4	761,3	801,7	847,4	878,2	912,0	825,2	762,3	721,4	697,9	704,1	730,8	26,7	3,8	-4,4
<i>dont campagne</i>	43,4	40,4	36,2	49,1	62,9	79,8	112,9	90,6	77,4	53,0	38,1	26,3	32,7	6,4	24,3	-24,7
Moyen et long terme	304,9	302,5	303,5	299,2	303,8	311,2	304,5	304,9	301,8	290,9	286,8	283,5	282,3	-1,2	-0,4	-7,4
MASSE MONETAIRE	1 979,4	1 965,3	1 925,7	1 972,4	2 074,1	2 235,4	2 398,7	2 445,8	2 361,7	2 337,8	2 293,0	2 261,4	2 264,0	2,6	0,1	14,4
<i>Circulation fiduciaire</i>	740,4	725,4	680,5	735,5	844,0	998,0	1 146,7	1 158,1	1 098,4	1 063,9	1 036,8	1 009,7	1 002,7	-7,0	-0,7	35,4
<i>Dépôts</i>	1 239,0	1 239,9	1 245,2	1 236,9	1 230,1	1 237,4	1 252,0	1 287,7	1 263,3	1 273,9	1 256,2	1 251,7	1 261,3	9,6	0,8	1,8
AUTRES POSTES NETS	73,5	81,9	101,2	96,0	51,9	82,3	134,7	126,6	117,9	127,5	164,2	167,6	149,5	-18,1	-10,8	103,4

GUINEE BISSAU	06/02	07/02	08/02	09/02	10/02	11/02	12/02	01/03	02/03	03/03	04/03	05/03	06/03	Variation mensuelle		Variation annuelle (%)
														montant	(%)	
AVOIRS EXTERIEURS NETS	52,7	53,5	51,7	43,9	47,1	46,1	48,2	57,8	58,9	61,4	62,4	67,6	73,8	6,2	9,2	40,0
<i>Banque centrale</i>	55,8	57,6	57,1	47,4	51,1	48,6	51,2	52,6	54,0	56,6	57,2	64,0	70,3	6,3	9,8	26,0
<i>Banques</i>	-3,1	-4,1	-5,4	-3,5	-4,0	-2,5	-3,0	5,2	4,9	4,8	5,2	3,6	3,5	-0,1	-2,8	-212,9
CREDIT INTERIEUR	21,9	22,3	22,7	22,8	22,3	22,9	22,8	21,9	21,9	20,5	23,7	22,7	22,7	0,0	0,0	3,7
<i>PNG</i>	17,4	17,9	18,4	18,7	18,4	18,8	18,6	19,2	19,8	18,4	18,6	18,7	17,7	-1,0	-5,3	1,7
<i>Crédits à l'économie</i>	4,5	4,4	4,3	4,1	3,9	4,1	4,2	2,7	2,1	2,1	5,1	4,0	5,0	1,0	25,0	11,1
Court terme	3,2	3,2	3,1	2,9	2,7	2,9	3,0	2,3	1,7	1,7	4,6	3,5	4,6	1,1	31,4	43,8
<i>dont campagne</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,4	1,4	1,6	0,2	14,3	-
Moyen et long terme	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,0	0,0	-69,2
MASSE MONETAIRE	87,8	90,0	88,7	81,3	84,2	84,0	86,3	78,9	81,2	81,2	84,7	88,9	94,9	6,0	6,7	8,1
<i>Circulation fiduciaire</i>	72,3	72,7	71,9	64,4	68,6	67,9	70,2	70,7	73,2	72,7	75,2	80,5	85,4	4,9	6,1	18,1
<i>Dépôts</i>	15,5	17,3	16,8	16,9	15,6	16,1	16,1	8,2	8,0	8,5	9,5	8,4	9,5	1,1	13,1	-38,7
AUTRES POSTES NETS	-13,2	-14,2	-14,3	-14,6	-14,8	-15,0	-15,3	0,8	-0,4	0,7	1,4	1,5	1,6	0,1	6,7	-112,1

UEMOA : SUIVI DES INDICATEURS MONETAIRES (EN MILLIARDS DE F CFA)

MALI	06/02	07/02	08/02	09/02	10/02	11/02	12/02	01/03	02/03	03/03	04/03	05/03	06/03	Variation mensuelle		Variation annuelle (%)
														montant	(%)	
AVOIRS EXTERIEURS NETS	243,8	237,4	247,7	243,5	267,4	273,9	284,9	322,2	343,8	339,8	380,3	381,1	367,0	-14,1	-3,7	50,5
<i>Banque centrale</i>	201,8	188,8	195,4	196,4	202,4	226,0	239,3	278,9	287,7	293,5	322,7	331,3	315,8	-15,5	-4,7	56,5
<i>Banques</i>	42,0	48,6	52,3	47,1	65,0	47,9	45,6	43,3	56,1	46,3	57,6	49,8	51,2	1,4	2,8	21,9
CREDIT INTERIEUR	356,0	356,7	333,4	342,2	350,4	369,7	384,0	360,4	371,9	378,0	381,2	367,8	366,0	-1,8	-0,5	2,8
<i>PNG</i>	-8,7	5,1	-25,3	-14,3	-27,6	-14,8	-27,5	-30,6	-31,2	-37,0	-34,2	-31,2	-31,4	-0,2	0,6	260,9
<i>Crédits à l'économie</i>	364,7	351,6	358,7	356,5	378,0	384,5	411,5	391,0	403,1	415,0	415,4	399,0	397,4	-1,6	-0,4	9,0
Court terme	261,6	248,8	255,4	256,8	273,1	281,7	308,6	283,9	296,2	306,2	309,2	301,8	300,1	-1,7	-0,6	14,7
<i>dont campagne</i>	50,7	47,5	43,3	40,2	36,1	30,9	0,2	15,2	23,7	31,9	31,5	30,4	31,2	0,8	2,6	-38,5
Moyen et long terme	103,1	102,8	103,3	99,7	104,9	102,8	102,9	107,1	106,9	108,8	106,2	97,2	97,3	0,1	0,1	-5,6
MASSE MONETAIRE	553,8	526,4	527,0	534,4	539,2	574,2	626,3	639,0	676,3	675,7	692,4	678,6	667,6	-11,0	-1,6	20,5
<i>Circulation fiduciaire</i>	235,9	216,5	217,7	218,6	214,4	233,0	247,4	251,8	271,2	274,3	286,3	288,6	280,4	-8,2	-2,8	18,9
<i>Dépôts</i>	317,9	309,9	309,3	315,8	324,8	341,2	378,9	387,2	405,1	401,4	406,1	390,0	387,2	-2,8	-0,7	21,8
AUTRES POSTES NETS	46,0	67,7	54,1	51,3	78,6	69,4	42,6	43,6	39,4	42,1	69,1	70,3	65,4	-4,9	-7,0	42,2

NIGER	06/02	07/02	08/02	09/02	10/02	11/02	12/02	01/03	02/03	03/03	04/03	05/03	06/03	Variation mensuelle		Variation annuelle (%)
														montant	(%)	
AVOIRS EXTERIEURS NETS	11,8	4,1	29,3	24,1	31,5	18,2	15,4	7,4	11,2	8,9	-1,7	-5,9	-18,4	-12,5	211,9	-255,9
<i>Banque centrale</i>	-6,6	-14,8	12,4	3,3	9,9	-0,1	1,5	-12,8	-12,0	-13,3	-15,1	-16,6	-32,1	-15,5	93,4	386,4
<i>Banques</i>	18,4	18,9	16,9	20,8	21,6	18,3	13,9	20,2	23,2	22,2	13,4	10,7	13,7	3,0	28,0	-25,5
CREDIT INTERIEUR	126,0	132,2	102,8	115,4	122,4	129,8	128,9	135,5	141,2	138,9	147,9	151,1	163,2	12,1	8,0	29,5
<i>PNG</i>	61,1	62,6	35,6	45,0	52,3	54,8	53,1	58,5	66,3	63,6	71,7	73,3	88,9	15,6	21,3	45,5
<i>Crédits à l'économie</i>	64,9	69,6	67,2	70,4	70,1	75,0	75,8	77,0	74,9	75,3	76,2	77,8	74,3	-3,5	-4,5	14,5
Court terme	52,5	57,5	55,3	57,7	57,4	61,9	62,7	63,1	62,3	63,8	64,2	65,8	62,0	-3,8	-5,8	18,1
<i>dont campagne</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	-0,1	-100,0	#DIV/0!
Moyen et long terme	12,4	12,1	11,9	12,7	12,7	13,1	13,1	13,9	12,6	11,5	12,0	12,0	12,3	0,3	2,5	-0,8
MASSE MONETAIRE	134,3	134,4	128,8	133,8	144,8	141,5	136,5	133,7	144,9	141,1	131,5	121,4	120,1	-1,3	-1,1	-10,6
<i>Circulation fiduciaire</i>	42,0	38,4	34,7	39,3	46,9	43,9	39,3	26,4	37,9	37,0	29,5	20,7	15,1	-5,6	-27,1	-64,0
<i>Dépôts</i>	92,3	96,0	94,1	94,5	97,9	97,6	97,2	107,3	107,0	104,1	102,0	100,7	105,0	4,3	4,3	13,8
AUTRES POSTES NETS	3,5	1,9	3,3	5,7	9,1	6,5	7,8	9,2	7,5	6,7	14,7	23,8	24,7	0,9	3,8	605,7

SENEGAL	06/02	07/02	08/02	09/02	10/02	11/02	12/02	01/03	02/03	03/03	04/03	05/03	06/03	Variation mensuelle		Variation annuelle (%)
														montant	(%)	
AVOIRS EXTERIEURS NETS	180,5	185,4	203,8	208,3	247,6	245,9	296,8	289,3	300,5	276,2	292,3	281,9	284,9	3,0	1,1	57,8
<i>Banque centrale</i>	77,7	68,5	84,1	133,5	145,9	122,7	137,7	145,8	161,7	146,3	162,8	156,7	160,5	3,8	2,4	106,6
<i>Banques</i>	102,8	116,9	119,7	74,8	101,7	123,2	159,1	143,5	138,8	129,9	129,5	125,2	124,4	-0,8	-0,6	21,0
CREDIT INTERIEUR	844,5	842,9	830,1	802,0	784,1	805,0	792,3	783,5	768,3	777,3	775,6	786,5	773,9	-12,6	-1,6	-8,4
<i>PNG</i>	166,7	154,4	147,6	107,0	108,0	110,4	104,7	93,2	76,5	76,9	61,1	61,0	32,0	-29,0	-47,5	-80,8
<i>Crédits à l'économie</i>	677,8	688,5	682,5	695,0	676,1	694,6	687,6	690,3	691,8	700,4	714,5	725,5	741,9	16,4	2,3	9,5
Court terme	408,1	417,5	410,5	428,3	404,3	420,1	409,2	421,1	422,8	441,5	458,3	471,4	484,7	13,3	2,8	18,8
<i>dont campagne</i>	20,8	21,4	18,7	16,2	13,7	11,1	0,9	3,9	6,2	7,4	8,3	7,6	5,4	-2,2	-28,9	-74,0
Moyen et long terme	269,7	271,0	272,0	266,7	271,8	274,5	278,4	269,2	269,0	258,9	256,2	254,1	257,2	3,1	1,2	-4,6
MASSE MONETAIRE	942,5	938,3	952,0	935,5	938,0	961,3	973,4	961,9	959,8	954,9	946,2	965,6	955,4	-10,2	-1,1	1,4
<i>Circulation fiduciaire</i>	199,3	184,3	194,7	191,0	191,9	185,2	191,9	187,1	178,9	164,1	156,2	146,1	142,3	-3,8	-2,6	-28,6
<i>Dépôts</i>	743,2	754,0	757,3	744,5	746,1	776,1	781,5	774,8	780,9	790,8	790,0	819,5	813,1	-6,4	-0,8	9,4
AUTRES POSTES NETS	82,5	90,0	81,9	74,8	93,7	89,6	115,7	110,9	109,0	98,6	121,7	102,8	103,4	0,6	0,6	25,3

TOGO	06/02	07/02	08/02	09/02	10/02	11/02	12/02	01/03	02/03	03/03	04/03	05/03	06/03	Variation mensuelle		Variation annuelle (%)
														montant	(%)	
AVOIRS EXTERIEURS NETS	67,9	87,9	78,5	73,8	81,6	74,5	69,3	67,8	71,8	63,9	84,7	84,0	83,3	-0,7	-0,8	22,7
<i>Banque centrale</i>	50,9	61,4	60,1	56,4	60,3	52,0	50,4	57,0	60,0	49,4	58,4	56,7	56,0	-0,7	-1,2	10,0
<i>Banques</i>	17,0	26,5	18,4	17,4	21,3	22,5	18,9	10,8	11,8	14,5	26,3	27,3	27,3	0,0	0,0	60,6
CREDIT INTERIEUR	178,6	174,3	174,3	168,3	165,7	162,4	164,0	161,9	160,3	168,2	167,4	164,3	163,9	-0,4	-0,2	-8,2
<i>PNG</i>	42,5	40,8	39,6	38,1	38,2	36,9	35,8	33,2	27,1	28,5	25,5	26,0	24,8	-1,2	-4,6	-41,6
<i>Crédits à l'économie</i>	136,1	133,5	134,7	130,2	127,5	125,5	128,2	128,7	133,2	139,7	141,9	138,3	139,1	0,8	0,6	2,2
Court terme	64,4	62,1	63,9	62,0	58,8	56,6	67,2	67,6	62,9	70,6	72,5	69,0	69,5	0,5	0,7	7,9
<i>dont campagne</i>	1,0	0,9	0,9	0,8	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	-90,0
Moyen et long terme	71,7	71,4	70,8	68,2	68,7	68,9	61,0	61,1	70,3	69,1	69,4	69,3	69,6	0,3	0,4	-2,9
MASSE MONETAIRE	253,7	257,8	250,6	248,1	254,2	242,9	234,0	232,3	239,4	239,3	252,0	255,7	255,1	-0,6	-0,2	0,6
<i>Circulation fiduciaire</i>	86,3	88,9	88,0	83,8	79,4	65,8	63,2	52,6	58,0	51,7	56,2	62,1	59,8	-2,3	-3,7	-30,7
<i>Dépôts</i>	167,4	168,9	162,6	164,3	174,8	177,1	170,8	179,7	181,4	187,6	195,8	193,6	195,3	1,7	0,9	16,7
AUTRES POSTES NETS	-7,2	4,4	2,2	-6,0	-6,9	-6,0	-0,7	-2,6	-7,3	-7,2	0,1	-7,4	-7,9	-0,5	6,8	9,7